

CONFERENCE DES AMBASSADEURS
1975

Annexe No 1 d)

Confrontation et coopération entre pays industrialisés et pays en
voie de développement, vus du sous-continent indien

Exposé de M. l'Ambassadeur Etienne A. Suter

Ma tâche est de vous entretenir, dans l'optique du sous-continent indien, du sujet dont nous nous occupons présentement. Je le ferai en vous fournissant quelques données économiques succinctes relatives à l'Inde, pour vous montrer ensuite dans quel esprit elle aborde la négociation internationale et vous signaler enfin quelques points précis dont elle considère la réalisation comme susceptible de contribuer à une coopération constructive entre pays industrialisés et pays en voie de développement.

Une remarque préalable: nous employons ici le mot confrontation dans un sens que je n'ai trouvé ni dans le Larousse, ni dans le Quillet, ni dans le Bordas, ni dans le Robert, ni dans le Littré. Confronter veut dire interroger ensemble ou mettre en présence (par exemple les témoins et les accusés) ou encore comparer (par exemple des points de vue). Or, ce que nous entendons ici par ce terme, c'est l'affrontement, le chantage même.

I. L'Inde a été particulièrement affectée par l'augmentation des prix du pétrole, des fertilisants, des produits alimentaires, des équipements et de la technologie, par l'inflation et la désorganisation du système monétaire mondial. Elle est rangée parmi les pays les plus sévèrement affectés (MSAC: most seriously affected countries), au même titre, malgré d'énormes différences, que le Bangladesh et Sri Lanka.

Pour nourrir ses 580 mio d'habitants, elle a dû importer pendant l'exercice 1974/75- l'année budgétaire indienne va du 1er avril

./.



- 2 -

au 30 mars- des céréales pour 1, 175 md (milliards) \$. Pour pallier les lacunes de sa production de fertilisants et donc développer son agriculture, elle a importé pour 825 mio \$ de ces produits. Pour ses transports publics et son industrie - car la consommation privée d'essence est en définitive très faible - ses importations de pétrole se sont élevées à 1,375 md \$. Ces trois postes ont représenté le 80% de ses recettes d'exportation, qui furent de 3,9 md \$. Avec un déficit commercial de 1,825 md \$ et 750 mio \$ pour le service de la dette extérieure le déficit total a été de 2,575 md \$. On l'a prévu, pour l'exercice 1975/76, à 2,8 md \$ non sans espérer le ramener à 2,5 grâce aux perspectives d'une excellente récolte et à la baisse, en cours, du prix des fertilisants, 2,5 est un montant qui pourra plus ou moins être couvert par l'aide extérieure. On voit néanmoins par là combien l'Inde est dépendante de l'assistance étrangère.

Les problèmes énergétiques jouant un rôle prépondérant dans les discussions internationales actuelles, je m'y arrête brièvement. L'Inde a importé 13,9 mio t de pétrole et 2,7 mio t de produits dérivés en 1974/75. Ces chiffres devraient passer à 14,5 mio t pour les premiers et à 3 mio t pour les seconds pour l'exercice écoulé. La production nationale s'est élevée à 7,5 mio t en 1975 (off-shore Assam et Gujarat) et l'on compte sur 2 à 3 mio t de production nouvelle (off-shore Bombay) à partir de 1976/77. Donc la consommation actuelle est plus ou moins de 25 mio t; on s'attend qu'elle passe à 35 mio t en 1980. Admettons que la production nationale atteigne 15 mio (ce qui implique un investissement de 15 à 20 md Rs) la valeur des importations sera encore de plus ou moins 20 mio t. Cette valeur restera en quelque sorte une constante pour longtemps encore.

./.

D'autre part, quand on découvre l'Inde, on est impressionné par l'ampleur de son développement industriel, par la variété de sa production. Surtout si l'on songe qu'il y a 27 ans, lors de l'indépendance, l'industrie était quasiment inexistante. Le directeur d'Air India m'assurait, récemment, que les Migs 21 étaient entièrement fabriqués sous licence en Inde, et même leurs composantes électroniques les plus compliquées. La bombe atomique est une preuve nouvelle et bruyante de l'avancement de la technologie indienne. A cela a correspondu la formation d'ingénieurs, de cadres, de techniciens qui sont déjà en surnombre dans certains secteurs. Pour évoquer un autre domaine j'ajouterai que l'Inde, qui compte 105 universités, forme quelque 12'000 médecins par an ; mille d'entre eux sont partis récemment pour l'Iran.

Ainsi, pour clore cette esquisse, on constate que l'on se trouve en face d'un pays encore très nécessiteux, qui doit faire un effort colossal pour nourrir et occuper ses 580 mio d'habitants d'une part et qui, d'autre part, par son industrie et ses élites n'est plus tout à fait un pays en voie de développement typique. Nous sommes, me disait un haut fonctionnaire du ministère des affaires étrangères, un pauvre pays industrialisé.

II. Cette situation amène l'Inde à jouer un rôle de leader, bien qu'il ne soit pas exclusif, au sein des pays en voie de développement et à un autre, de liaison, entre ceux-ci et les pays industrialisés. Membre du groupe des sept (Inde, Algérie, Arabie saoudite, Iran, Zaire, Venezuela, Brésil), elle s'y est montrée conciliante et constructive. Nous sommes l'un des supporters les plus résolus dans la négociation proposée par la France, m'a dit le délégué de l'Inde à la Conférence de Paris, en avril passé. Il a mis l'accent sur l'interdépendance des économies, révélée par la crise pétrolière. Notre prospérité dépend de la vôtre, m'ont dit d'autres interlocuteurs indiens;

- 4 -

il n'est donc pas question d'aborder la négociation internationale autrement que sous l'angle de la coopération. C'est par elle que l'on pourra organiser un ordre économique international équitable, qu'il s'agisse du commerce, du système monétaire, des prix de matières premières.

Ainsi l'Inde dit aussi aux Arabes: "Nous reconnaissons que vous avez été exploités. Mais maintenant vous avez un juste prix pour votre pétrole. Pas de chantage à ce sujet car, les victimes, ce seront les pays en voie de développement, donc nous."

Toutefois, l'Inde n'aborde pas la négociation avec des idées précises, des positions particulières à défendre. Elle n'est pas doctrinaire; elle n'a pas de paquet à mettre sur le tapis vert. Nos vues coïncident avec les vôtres, dit-on encore à New Delhi. Nous nous attendons que chacun étudie tous les aspects des problèmes; nous voulons voir ce que les autres proposent. Nous préférons intervenir en cas de divergences pour contribuer à trouver une position médiane, m'a dit le chef de la délégation indienne, cependant que l'un de ses collègues du ministère précisait que cette attitude de l'Inde était celle qu'elle adoptait dans toutes les négociations internationales.

Un mot encore à propos du rôle d'intermédiaire de l'Inde entre pays industrialisés et pays en voie de développement. D'une part il faut être conscient du fait qu'elle ne le jouera pas au détriment de la solidarité des 7 d'aujourd'hui, des 19 de demain. Elle affrontera moins encore des vues arabes unanimes. D'autre part elle estime qu'elle peut dans certains cas mieux défendre ses intérêts bilatéralement que d'autres pays en voie de développement, par exemple grâce à des accords avec pays producteurs de pétrole, comme avec l'Iran, par exemple pour

./.

des crédits pétroliers et des fonds pour le développement de mines de fer, comme avec l'Irak et Abou Dabi aussi, dont les livraisons de pétrole sont assorties d'une clause de paiement différé représentant une remise estimée à 2,3 md Rs pour 1975/76. Mais la grande dépendance de l'aide doit aussi rendre l'Inde conciliante.

III. Voilà pour ce qui concerne l'approche générale de la négociation. Nonobstant la difficulté d'établir un catalogue des revendications indiennes je vais vous faire part d'idées, de remarques, de réflexions et de suggestions que j'ai recueillies au cours de divers entretiens et dont certaines ne manquent pas d'intérêt:

- a) L'Inde appuie l'idée de la création d'importantes réserves (buffer-stocks) de matières premières destinées à en stabiliser les prix. (On a appris ces jours par la presse que la Conférence de Lima et la réunion de New York venaient d'adopter des mesures concrètes à cet égard.)
- b) Elle préconise la création d'un fonds de développement général alimenté par les pays pétroliers pour venir en aide aux "most seriously affected countries" soit pour leurs besoins les plus urgents soit pour l'assistance à long terme.
- c) Elle fonde des espoirs sur un accroissement des échanges commerciaux et autres entre pays en voie de développement eux-mêmes. L'important groupe Tata vient, avec un investissement de 90 mio Rs (plus ou moins 30 mio frs.) de créer en Malaisie une société pour fabriquer, à partir de l'huile de palme, des huiles comestibles, du savon etc. On se flatte à New Delhi de donner ainsi un excellent exemple de transfert de technologie d'un pays en voie de développement vers un autre. L'idée d'un commerce accru entre pays en voie de développement est celle aussi du

président Echeverria du Mexique, qui l'a beaucoup prônée au cours de son récent passage dans la région et qui l'a mise en application - m'a dit son ambassadeur à New Delhi - en achetant, au passage à Sri Lanka, 1,6 million de tonnes de cannelle, payée sur-le-champ, soit la moitié de la récolte de l'île. Pour promouvoir son commerce extérieur l'Inde a organisé, au cours de ces dernières années, onze délégations commerciales permanentes dans un certain nombre de pays.

- d) L'Inde ne défend pas une indexation rigide des prix des matières premières et des produits fabriqués; elle souhaite cependant que l'on trouve une relation harmonieuse entre les prix des produits manufacturés et ceux des matières premières qui entrent dans leur fabrication. A ce propos, tout en mettant en doute le caractère absolu de l'analyse, on a dûment noté à New Delhi l'information donnée, il y a quelques semaines, par M. Wischnewsky, venu à la tête d'une délégation allemande. L'Allemagne a considéré les prix de 22 matières premières et les a traités par ordinateur sous l'angle de l'indexation. La constatation a été que leur indexation ne favorisait pas les pays en voie de développement sinon les grands pays industrialisés et détenteurs à la fois d'importantes matières premières, soit les USA, l'URSS, le Canada et, dans une certaine mesure, le Brésil.
- e) Le ministre indien de l'industrie demande le transfert gratuit de la technologie des pays industrialisés vers les pays en voie de développement. Il est également partisan de décentralisations industrielles des premiers de ces pays vers les seconds; sa conception se rapproche à cet égard de celle du Groupe de Dakar dont je vous ai entretenus ici même l'an dernier.

./.

- 7 -

f) Le chef de la délégation indienne au sein du groupe des 7 m'a longuement plaidé l'idée d'une double collaboration industrielle et humaine pour la réalisation, dans certains pays en voie de développement, d'importants projets confiés à des entreprises de pays industrialisés. Les pays en voie de développement qu'il avait en vue étaient, en fait, des pays pétroliers donc des pays riches mais manquant d'équipements industriels et de main-d'oeuvre, comme la Lybie, le Qatar, l'Irak, Abou Dabi.

"Supposez, me disait-il, que la Suisse obtienne un contrat de 100 mio \$ dans l'un de ces Etats. Donnez-en 10 à l'Inde, en sous-traitance (je vous rappelle ce qu'a dit du sujet, ce matin, notre collègue de Paris). Ensuite, sur les chantiers, complétez vos effectifs d'ingénieurs et de techniciens par des cadres indiens et donnez-nous une part prépondérante de la main-d'oeuvre. Nos gens, plus que les vôtres, sont faits à la dure, à ces climats. Et de surcroît cela vous permettra d'abaisser vos coûts. Voilà une vraie coopération, très concrète."

g) Le même interlocuteur exprimait le souhait que les pays industrialisés assistent le sien pour la formation - car c'est là surtout qu'il y a une lacune, en Inde - de cadres moyens, notamment dans les secteurs de l'industrie et du tourisme, grâce à des stages de deux à trois mois dans nos fabriques et nos hôtels.

h) L'Inde compte également sur la remise de dettes de la part des pays industrialisés et la transformation en dons de l'aide accordée jusqu'alors sous forme de prêts. La Grande-Bretagne et l'Allemagne Fédérale ont pris à cet égard, il y a quelques semaines, de substantielles décisions en faveur de l'Inde.

./.

i) Je vais clore ce chapitre en vous faisant part d'une suggestion que le président de l'Inde m'a faite la semaine dernière, alors que nous nous entretenions des possibilités d'accroître la coopération industrielle entre nos deux pays. Il pense qu'il conviendrait d'organiser des échanges d'ingénieurs, de cadres industriels supérieurs, de techniciens, groupés en missions qui, tour à tour, se rendraient dans l'autre pays, pour quelques semaines. On observerait ce qui se fait de part et d'autre et ensuite, en connaissance de cause, on pourrait examiner ce qui pourrait être entrepris en commun en Inde. Quand j'ai relevé l'une ou l'autre des restrictions imposées ici au capital étranger le président m'a dit que des accommodements étaient toujours possibles, suivant les mérites de l'affaire; c'est ainsi que l'on ne doit pas exclure a priori une participation financière étrangère majoritaire.

IV. Bangladesh

Pour terminer, deux mots encore du Bangladesh.

Les autorités de ce pays, au début d'août - j'ai lieu de croire que les changements intervenus il y a trois semaines n'ont pas modifié leur attitude -, m'ont donné l'impression de considérer le problème d'assez loin; on peut néanmoins dire que leur approche est pragmatique et que, conscientes des dangers de l'affrontement, elles souhaitent l'éviter. En fait, l'augmentation des prix du pétrole ne les touche guère, tant est insignifiante la consommation. On se préoccupait essentiellement du prix du jute et de la concurrence du plastique. La production du jute ne peut pas s'étendre à de nouvelles terres; on peut en revanche améliorer le rendement à l'hectare. Mais cela est limité, comme l'est le marché international, qui utilise des canaux traditionnels, notamment ceux des jutiers belges. Aussi, l'idée des autorités était de proposer à Lima - je ne sais pas si cela a été fait -

- 9 -

(le sujet y a été soulevé, me dit de sa place l'Ambassadeur R. Probst, que je remercie de cette information) un arrangement international destiné à freiner la production de produits plastiques concurrents. "Le jute, me disait-on, ne crée pas de pollution; c'est un produit renouvelable; c'est la seule ressource en devises d'un pays comme le nôtre. Ceux qui parlent de solidarité internationale ont là un cas précis où montrer leur bonne volonté en faveur d'un pays bien pauvre."

Vu le mandat reçu et le temps disponible je me suis abstenu de réflexions personnelles. En souhaitant que cet exposé, malgré ses lacunes, que je vous prie d'excuser, aura néanmoins eu quelque intérêt pour vous, je vous remercie de votre attention.